

<https://www.aefinfo.fr/depeche/705469>

Erwin Canard

8 min read

## Travailleur, homme pressé, ministre de l'opinion publique... Le bilan nuancé des syndicats sur l'action de G. Attal au MENJ

Gabriel Attal laissera l'image d'un "homme pressé" qui fut "ministre de l'opinion publique plus que de l'Éducation nationale", estime le Snes-FSU le 9 janvier 2024, après la nomination de l'ex-locataire de la rue de Grenelle à Matignon. Si des syndicats reconnaissent "la force de travail" et "la qualité d'écoute" de Gabriel Attal, tous regrettent les "changements à la tête de l'Éducation nationale". Certains saluent certaines mesures (bac, abaya, "choc des savoirs"... ) quand d'autres estiment que les dossiers prioritaires (effectifs, remplacements, salaires...) ne sont pas réglés.



Gabriel Attal, lors de sa conférence de presse sur la rentrée scolaire le 28 août 2023.

Resté moins de six mois à la tête du ministère de l'Éducation nationale, avant d'être nommé Premier ministre le 9 janvier 2024 ([lire sur AEF info](#)), Gabriel Attal aura laissé aux syndicats une image contrastée, tant sur le fond que sur la forme.

Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, estime sur *franceinfo* que le désormais chef du gouvernement "nous a amenés dans un tourbillon d'annonces médiatiques, mais que nous restons confrontés à des difficultés dans nos classes : les effectifs dans les classes, des professeurs non remplacés... Nous sommes toujours très démunis dans la lutte contre le harcèlement et la promesse de revalorisation n'est toujours pas tenue. Il s'est agité, a beaucoup parlé, et a été le ministre de l'opinion publique plus que de l'Éducation nationale".

Pour le Snuipp-FSU, "durant ces cinq mois, Gabriel Attal a tenu un discours traditionnel pour séduire un électorat de droite voire d'extrême droite. Tous les chantiers ont été engagés contre les organisations syndicales majoritaires et donc contre la profession. Il aura non seulement méprisé l'expertise des enseignants mais aura fait vivre un rythme effréné à l'école, surfant sur tous les sujets polémiques qui pouvaient le rendre populaire : port de l'abaya, tenue vestimentaire imposée, retour du redoublement".

Le syndicat affirme que "Gabriel Attal n'a pas répondu aux attentes de la profession en matière de salaires, de conditions de travail et d'exercice du métier. À aucun moment il n'a évoqué les effectifs des classes françaises comme étant les plus élevés de l'OCDE, l'inclusion sans moyens qui se fait au détriment des élèves et des personnels, les remplacements non assurés..."

"des décisions rapides sur le calendrier du bac et les abayas"

Isabelle Vuillet, co-secrétaire générale de la CGT Éduc'action, juge "les pistes qu'il a lancées très idéologiques et très inégalitaires, comme le 'choc des savoirs'". Jean-Rémi Girard, président du Snaic, observe que "beaucoup de choses ont été lancées, dont plusieurs intéressantes sur le collège, mais toute la mise en œuvre reste à faire pour la personne qui va lui succéder". Il regrette en revanche "qu'on ne cherche toujours pas à résoudre sérieusement la grave crise d'attractivité".

Gabriel Attal a su "reconnaître les personnels de direction dans leur rôle particulier", se satisfait Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, qui rappelle avoir "salué

les prises de décisions rapides sur le calendrier du bac et les abayas" mais "regrette les dernières décisions autour du choc des savoirs".

Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du ~~Sgen-CFDT~~, met surtout en avant des "désaccords" avec les décisions de l'ancien ministre, notamment sur le collège. Dès lors, elle "espère que le prochain ministre sera en capacité d'articuler le dialogue social et de réinterroger des décisions prises récemment, car d'un côté il faut lutter contre le harcèlement, favoriser l'inclusion et les compétences psycho-sociales, former les professeurs, mais de l'autre on rend plus difficiles les départs en formation, on déploie les groupes de niveaux qui ne vont pas dans le sens d'une politique d'inclusion..."

"Quatre ministres en deux ans et demi"

Sur la forme, Gabriel Attal aura été "un homme pressé" qui a fait un "passage éclair au ministère de l'Éducation nationale, qui s'en est peut-être servi comme tremplin", pointe Sophie Vénétitay. "Ce court passage à la rue de Grenelle montre une ambition personnelle forte, plus forte que celle de servir l'Éducation", renchérit le ~~Snuipp-FSU~~, dans un communiqué.

Isabelle Vuillet, met également en avant un "bref passage" mais reconnaît à l'ex-ministre "la qualité de bien connaître les dossiers : il les a très vite intégrés dès son arrivée". Bruno Bobkiewicz félicite lui aussi "la force de travail, la qualité d'écoute et de concertation" de Gabriel Attal, avec, "malgré une courte période, des débats et échanges riches et appréciables".

Après avoir connu, lors du premier mandat d'Emmanuel Macron, le ministre de l'Éducation nationale à la longévité la plus importante, Jean-Michel Blanquer, les syndicats regrettent les changements de ministre successifs depuis le début du second mandat. Après Pap Ndiaye et, donc, Gabriel Attal, ils vont connaître, en moins de deux ans, leur troisième ministre. Cela va faire trop de changements de têtes en peu de temps : j'aurais croisé quatre ministres en deux ans et demi", regrette Bruno Bobkiewicz.

"l'Éducation a besoin de temps long"

"On se demande si l'Éducation nationale ne sert pas à Emmanuel Macron de variable d'ajustement", s'interroge Sophie Vénétitay. Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale

du **SE-Unsa**, affiche son "mécontentement face à une nouvelle déstabilisation de l'École. Comment ne pas légitimement s'interroger sur le risque de retard face aux urgences, en premier lieu celle de l'attractivité ? Comment envisager sereinement le dialogue lorsqu'il faut tout reconstruire ?"

D'autant que, pour le Snuipp-FSU, "l'Éducation a besoin de temps long, de se nourrir du terrain, de l'ensemble des travaux de la recherche et non d'une politique à court terme avec une succession de ministres et leurs lubies". Catherine Nave-Bekhti, qui estime que ces changements "fragilisent la conduite de la politique éducative", craint une "période de latence", et s'interroge : "Je ne vois pas qui acceptera le poste de ministre de l'Éducation nationale avec un président de la République et un Premier ministre aussi impliqués sur le sujet".

## Les réactions Politiques

Du côté des élus, la députée Céline Calvez (**Renaissance**, Hauts-de-Seine) estime sur *BFMTV* que le passage de Gabriel Attal à l'Éducation a certes été "court, mais fondateur", notamment "pour la confiance : en décidant de clarifier et d'interdire le port de l'abaya, il a enlevé un poids terrible aux chefs d'établissement, et leur a redonné confiance. Il sait aussi qu'il sera comptable de tout ce que ses annonces ont provoqué", assure l'élue.

Pour Alexandre Portier (**LR**, Rhône), le départ de Gabriel Attal est "le signe d'un mépris terrible pour une Éducation nationale qui méritait tellement mieux qu'une communication intempestive. Il n'est titulaire d'aucun bilan à la tête du ministère de l'Éducation nationale. Même l'interdiction de l'abaya à la rentrée scolaire de septembre 2023 n'est que l'application simple de la loi sur la laïcité à l'école de 2004, héritage de la droite", estime le député, qui pointe les "cinq mois et 20 jours" passés par Gabriel Attal rue de Grenelle.

Le député **RN** Roger Chudeau rappelle également que Gabriel Attal "aura été l'un des ministres de l'Éducation Nationale à avoir exercé sa mission le moins longtemps après Benoît Hamon". Il aura "fait le choix de sa carrière plus que celui du redressement de l'École de la République, alors que le système est en pleine déliquescence, comme l'attestent les derniers résultats Pisa".

Lors d'un point presse du groupe **LFI** le 9 janvier, Mathilde Panot estimait que Gabriel Attal est celui qui "a commencé une rentrée scolaire catastrophique, avec des millions

d'enfants qui manquent des millions d'heures de cours, parce qu'il y a des professeurs non remplacés et qu'il a préféré se focaliser sur l'habit de jeunes femmes et l'interdiction de l'abaya". C'est aussi, pour la présidente du groupe LFI, "celui qui cherche à mettre la jeunesse au pas en défendant le service national universel. Nous ne croyons pas une seule seconde qu'en mettant un monsieur Macron junior, quelque chose changera dans le pays", conclut-elle.

L'ancienne ministre **PS** de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, a quant à elle ironisé, après la nomination de Gabriel Attal à Matignon : "Quelle merveilleuse nouvelle pour l'Éducation".

Generated with Reader Mode